

Assez de grèves échelonnées, de manifestations séparées

N° 373 - 23 Septembre 1955

"PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS"

HEBDOMADAIRE - 20 fr.

Le 14, le métro débraye et manifeste
Le 16, chez Renault, 5000 gars débravent
Le 20, grèves tournantes à la S. N. C. F.
Le 20, les ouvriers du métro rembraient
Le 21, la C.G.T. appelle le gaz et l'électricité à manifester à la direction générale

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

REDACTION - ADMINISTRATION:
46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (10e) - Tél.: CEN. 68-96

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

ABONNEMENTS: 1 an, 200 fr.; 6 mois, 100 fr.; 3 mois, 50 fr.
Etranger: 1 an, 1.200 fr.

RAPPORTS ENSEMBLE

LES MORTS au Champ d'Honneur !!!

EN Algérie les condamnations à mort pleuvent. Au moins pour une centaine de militants l'échafaud est prêt. Cela M. Coty le veut, comme le ministre de l'Intérieur et le gouverneur général Soustelle l'ac-

ceptent. Motif: rébellion. A Paris, le gouvernement décide une politique sur le Maroc, le maréchal Juin, le général Bauer de Latour et Konig, ministre de la guerre, sabotent ouvertement la politique de M. Edgar Faure. Bien plus, le général de Montsabert, le député Monteil, président de la commission de Défense nationale, appellent ouvertement le fan- tôme Ben Arafa et son glaoui à la rébellion. Aucune crainte pour leur sort. Ils ne seront pas condamnés à mort. Bien au contraire, le gouver- nement cède à leurs injonctions.

tionnaires engagés par les masses en Afrique du Nord et en France. Rétablir l'homogénéité politique de la bourgeoisie impliquait l'écrasement des insurrections algérienne et marocaine, la mise au pas des grévistes de Nantes, de la RATP, des chemi- nists, etc. La bonne volonté gouver- nementale de Botheau n'y suffit pas. Et les fellaghas, appuyés par le peuple algérien, continuent à infliger les démentis les plus sévères aux communiqués de victoire dressés par Soustelle et les généraux.

comme ceux qui l'ont précédé, au- tant que la formation gouvernementale qui lui succède, et cette forma- tion continue à être bourgeoise. Car la « stabilité » gouvernementale ne peut s'établir que sur la base de la satisfaction des revendications des masses:
- Indépendance de l'Algérie et du Maroc;
- Retrait du contingent;
- Abandon de la gabelle.
Il n'y a pas d'autre issue pour ap- pliquer cette politique « homogène », qu'un gouvernement des travailleurs du service des travailleurs.

Un lecteur de province nous envoie l'entrefilet suivant paru dans le « Dauphin Libéré » du 26 juillet:
« Un télégramme officiel du colonel commandant le 15^e R.T.S. à Constantine, adressé à la Mairie, apprend qu'après diman- che le décès à Timagd (Algérie), à l'âge de 22 ans de M. Jean Vierge, fils de M. et Mme Marc Vierge, épiciers, sympathisant connu à Sa- tillieu.
« Ce jeune soldat, qui effectuait son service militaire à la plus belle section de tir, détaché au R.C.C. à Timagd, et devait être démobilisé pro- chainement, a été tué par la suite d'une blessure par balle sus- ceptible de mort, au champ d'ar- rondissement de Batna.
« Un parfait bien d'être !!!

Les jeunes ne sont pas prêts à se laisser faire, et ceux que l'on avait déjà contraints à endosser l'uniforme l'ont « échaudé » montrant par là-même qu'ils ne sont pas devenus les six cents jeunes soldats qui ont coura- geusement manifesté leur opposition à une sale guerre coloniale. Les « meneurs » sont en prison, les autres ont été transférés par avion à Oran, et là ils sont pratiquement prisonniers dans l'enceinte d'un camp militaire. D'autres nouvelles tout au- tant inquiétantes nous parviennent. Par exemple à Blida, deux cents ré- servistes de l'armée de l'air sont sou- mis à un véritable régime concentra- cionnaire; désarmés, ils sont gardés par des légionnaires.

Notre force

RECONNAISSONS - LE «ouvement» de la direction du PCF nous a étonnés. Non parce que ses efforts pour canaliser le mouve- ment spontané des masses sont en partie couronnés de succès. Nous sa- vons qu'il faudra d'autres doulou- reux combats pour que la classe ouvrière rejette ces « dirigeants » bu- reaucratiques jusqu'à la moelle. Nous savons que la ligne fondamentale des Ducs, Frachen et Cie, est le mainti- en du régime capitaliste formulé par l'injonction adressée aux travail- leurs: « Ce n'est pas le moment de faire la Révolution ».
Nous savons que la direction du PCF est experte dans l'art et la ma- nière de duper les masses en utili- sant un langage « d'action » pour dévier de ses objectifs de classe les mouvements.

Au vu de cet état de la coalition gouver- nementale se désagrège. L'alarme est donnée. Le « Figaro » anglais dé- mande aux hommes politiques d'arri- ver à un accord, afin d'opérer les transferts de CRS du Maroc en France en vue d'assurer l'ordre con- tre les grèves. Une crainte panique tenaille la bourgeoisie. Et malgré cette peur, elle continue à s'entre- déchirer. Non que les uns et les au- tres ne manifestent pas de la bonne volonté. Chacun veut être dans les filets des multiples et contradictoires manœuvres dressés par l'autre. Et ainsi de suite.

Que conclure, sinon que le gouver- nement E. Faure se décomposera comme ceux qui l'ont précédé, au- tant que la formation gouvernementale qui lui succède, et cette forma- tion continue à être bourgeoise. Car la « stabilité » gouvernementale ne peut s'établir que sur la base de la satisfaction des revendications des masses:
- Indépendance de l'Algérie et du Maroc;
- Retrait du contingent;
- Abandon de la gabelle.
Il n'y a pas d'autre issue pour ap- pliquer cette politique « homogène », qu'un gouvernement des travailleurs du service des travailleurs.

P. LAMBERT.

Tout ceci est bien connu. Mais réussir à transformer dans toute la France, des centaines et milliers de militants du PCF, en ad- joints de la police pour maintenir l'ordre patronal, cela est nouveau. Car, et nos lecteurs s'en conviendront à la lecture des faits rapportés, ce n'est pas le régime capitaliste qui est en cause, mais le régime capitaliste en France. Les divergences qui s'accroissent et qui ne manquent pas de s'accroître encore plus rapidement dans les années à venir. Ed. Faure rejoint sur des bases un accord valable ne peut être scellé. Chacun s'entrechoque dans les filets des multiples et contradictoires manœuvres dressés par l'autre. Et ainsi de suite.

Car l'enjeu dépasse considérablement les « personnalités » en pres- sence. Il s'agit du sort de l'impérialisme. Il s'agit de ses profits, de l'axe- nir du régime capitaliste en France. Les divergences qui s'accroissent et qui ne manquent pas de s'accroître encore plus rapidement dans les années à venir. Ed. Faure rejoint sur des bases un accord valable ne peut être scellé. Chacun s'entrechoque dans les filets des multiples et contradictoires manœuvres dressés par l'autre. Et ainsi de suite.

« Ah ça ira, ça ira, ça ira
Tous les patrons à la casserole
Ah ça ira...
Tous les patrons on les pendra ! »
Par milliers les métallos nantais, grévistes, lock-outés et licenciés, mar- chent dans les rues de la ville. On les a chassés de leurs usines; ils occupent les rues.
Rassemblement du Comité d'Action inter-syndical, informés de l'attitude provocatrice du patronat qui après avoir utilisé le lock-out utilise le licenciement pour essayer de les démolir, les ou- vriers affirment dans l'enthousiasme qu'ils continueront ensemble la lutte contre tous les licenciements. Pas de reprise des pourparlers avant la complète revocation des 40 trs. Une immense cortège se forme qui file dans la ville alternant les mots d'ordre scandés: « Nos 40 trs », « Libérez nos usines ! », « Les CRS au poteau ! ». Les patrons sont des voleurs ! Les plus nombreux des improvisés sur des airs connus:
Ah il fallait pas
Il fallait pas
Il fallait pas
Ah il fallait pas
signer
« Des mannequins pendent aux mâts des navires immobilisés dans les chantiers. Sur le mannequin une pancarte: « Il a renflé sa signature ». Le mot d'ordre est: « Nos 40 frs ! ». Les lettres prennent une vigueur « in- croyable ». Le plus populaire des re- trais des manifestants:
« Pends l'atron (vis)
T'aura la gabelle
« Pends l'atron (bis)

T'aura ton pognon
Si tu pends pas l'atron
Ah ça ira...
Si tu pends pas l'atron
T'aura pas ton pognon »

Un «rappelé» écrit...

Nous sommes arrivés à, après un voyage mouvementé. Sur les canotiers, tout le monde chantait sur l'air de l'hymne: « Chez nous, chez nous », Edgar Faure au poteau », « Libérez les rappelés ». Un chœur de femmes et d'enfants criaient: « Les G.D.V. au poteau. A midi nous sommes arrivés à Bordons. Les étudiants nous accom- pagnent et nous y a pas laissé plus de trois minutes. Jusque le temps pour les fellaghas, Hip, Hip ».
Après la gare d'Arrivée, il a encore fallu se taper de la tête. Ça valait le coup. Une compagnie marchait, l'autre s'arrêtait et défilait de nouveau. Les officiers de l'armée étaient sans grand succès. Ce fut une drôle de marche. On traînait la pat- te en lançant des insultes et des coups en temps. Une seule compagnie cou- vrait parfois près d'un kilomètre de route.

«... Maintenant nous sommes dans une ferme, au pied de l'Aurès. Tu vois que je ne suis pas dans une région particulièrement calme. Notre travail, nous surveillons la construction d'une piste que tracent les types au génie. Levés à 3 heures, à 4 heures nous partons en camion et à 4 heures et demi nous sommes sur les lieux jusqu'à midi et demi. Le soir repart. Le jour la garde...
«... Minuit. Nous partons. Marche jusqu'à 4 heures. Nous avons retrouvé un drone charbon. Nous arrivons au village. Les parachutistes et les gendarmes sont à l'œuvre, ils fouillent les maisons, nous rejoignent. Un type se sauve, on tire dessus. Etait-ce un rebelle? Ça, nous ne savons pas. Mais nous avons vu tout de même pas s'amuser à réfléchir. Bi- biche à mort 11 arrestations. Les le- gionnaires les charbons énumérés à mort 18 arrestations. Les bons procédés nous changent pas. Nous travail- lons accompli, nous rejoignons le camp à 9 heures du matin. Jusqu'à 1 heure nous restons là, on nous en plein soleil, et souffrant de la chaleur on dit heures avant nous avons grêlé de froid. A 13 heures nous sommes camp. Hâte nous repartir le jour. Sans une halte nous repartir le jour. On est 15 h, 30 quand nous y arrivons. Fatigués? Tant pis de dire. Nous sommes tous les jours de repos. Ces types s'arrêtent pas de courir avec des fusils. Quelqu'un, entre char et d'acquiescer, s'est pas de repos. C'est la suscitance? Je n'y ai pas compris.
Nous nous sommes payés une journée de repos. Nous sommes allés 3 heures du matin, 3 heures de l'après- midi, en pleine montagne? Si nous nous sommes payés une journée de repos, et les heures de garde, nous ne sommes pas de repos.
(Suite page 2.)

Aggravation des mesures contre Messali

Le Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression nous communique la mise au point envoyée par Messali Hadj au directeur du journal « La Charente » à Angoulême:
Monsieur le Directeur,
« J'ai l'honneur de vous écrire la présente lettre au moment où je vais vous insérer dans votre journal la mise-au- point ci-après, en réponse à l'informa- tion que je vous aurais été adressée le 17/18 sept 1955, sous le titre: « MESSALI HADJ CREU UN INCIDENT AU 1^{er} DE PARC ».
Je déclare, d'une façon formelle, que je n'ai pas créé d'incident comme il est dit dans votre journal.
Depuis que je suis en résidence forcée à Angoulême, je sors à peu près quoti- diennement me promener une heure sur 24 heures. Mes lieux de promenade sont connus du public comme de l'administra- tion. Je n'ai jamais eu, ni avec le publi- c, ni avec les agents de l'administra- tion, le moindre incident au cours de mon séjour.
Cependant, il y a déjà quelques jours, j'ai été injurié odieusement par un indi- vidu au moment où je me rendais au hôtel. Je précise que j'ai continué mon chemin sans prononcer une seule pa- role. Ce qui m'a été reproché, c'est que même lorsque la tête verte, ce monsieur qui ne cessait d'insulter.
« Mais s'il n'y a pas eu d'incident, est régle- menté par un arrêté de Monsieur le Mi- nistre de l'Intérieur qui m'autorise à circuler dans tout le département de la Charente, choisir le lieu de mon habi- tation, et recevoir mes amis et toute per- sonne qui voudrait m'honorer de sa vi- site.
En conséquence, fort de ce droit, je suis libre de circuler dans le départe- ment, de voyager avec mes enfants, de me promener avec mes amis, de prendre une voiture pour voyager mes affaires, etc.
Or, ce monsieur m'a été adressé par le Service de renseignements Gendreau et de Mes- sieur le Préfet.
« C'est pourquoi, l'autre jour, j'ai pro- testé, Place du Parc, contre la violation de ma liberté lorsque MM. les inspecteurs de police m'ont interdit de me pro- mener avec un compatriote.
« Et, je n'ai pas cessé d'insulter, mais je ne suis pas allé au commissariat.
« Je profite Monsieur le Directeur, de cette occasion pour protester contre ces mesures qui sont contraires à l'honneur du Ministère de l'Intérieur lui-même.
(Suite page 2.)

Nantes à l'heure de la Carmagnole

Les chants continuent pendant que les manifestants se dirigent vers le centre de la ville, bloquant les rues. Les bourgeois qui sont sortis à un balcon ont vu leur maison à moitié envahie par les manifestants.
Au bout de 2/4 d'heure le cortège se reforme et se dirige vers les rues. A la Carmagnole, succède l'Internationale. A nouveau, en atten- dant la complète revocation des délégués.

Un jeune écrit d'Algérie

« C'est ça... rétablir l'ordre »
«... Maintenant nous sommes dans une ferme, au pied de l'Aurès. Tu vois que je ne suis pas dans une région particulièrement calme. Notre travail, nous surveillons la construction d'une piste que tracent les types au génie. Levés à 3 heures, à 4 heures nous partons en camion et à 4 heures et demi nous sommes sur les lieux jusqu'à midi et demi. Le soir repart. Le jour la garde...
«... Minuit. Nous partons. Marche jusqu'à 4 heures. Nous avons retrouvé un drone charbon. Nous arrivons au village. Les parachutistes et les gendarmes sont à l'œuvre, ils fouillent les maisons, nous rejoignent. Un type se sauve, on tire dessus. Etait-ce un rebelle? Ça, nous ne savons pas. Mais nous avons vu tout de même pas s'amuser à réfléchir. Bi- biche à mort 11 arrestations. Les le- gionnaires les charbons énumérés à mort 18 arrestations. Les bons procédés nous changent pas. Nous travail- lons accompli, nous rejoignons le camp à 9 heures du matin. Jusqu'à 1 heure nous restons là, on nous en plein soleil, et souffrant de la chaleur on dit heures avant nous avons grêlé de froid. A 13 heures nous sommes camp. Hâte nous repartir le jour. Sans une halte nous repartir le jour. On est 15 h, 30 quand nous y arrivons. Fatigués? Tant pis de dire. Nous sommes tous les jours de repos. Ces types s'arrêtent pas de courir avec des fusils. Quelqu'un, entre char et d'acquiescer, s'est pas de repos. C'est la suscitance? Je n'y ai pas compris.
Nous nous sommes payés une journée de repos. Nous sommes allés 3 heures du matin, 3 heures de l'après- midi, en pleine montagne? Si nous nous sommes payés une journée de repos, et les heures de garde, nous ne sommes pas de repos.
(Suite page 2.)

Pourquoi le métro n'a pas arraché les 5000 frs

La grève des transports parisiens, commencée dans l'après-midi du 13 par le débrayage des lignes d'autobus de la région nord, s'est étendue rapidement à l'ensemble du réseau routier, aux ouvriers des ateli- ers d'entretien et de réparation. C'est une très grande partie du person- nel des stations du réseau ferré. C'est un mouvement vraiment spontané, impulsé par la base. Les revendications étaient le relèvement du personnel permanent de la RATP, la détermination d'attendre la parité avec les ouvriers de la préfecture de la Seine, acompte mensuel de 3 000 fr. par mois, pour tous.
Dès un premier mouvement spontané des recouvreurs et machinistes d'autobus avait démontré que les événements de Saint-Nazaire et de Nantes avaient une profonde réper- cussion sur les travailleurs de la RATP. La rapide victoire qu'ils avaient remportée sur le mouvement gouvernemental était comme la preuve en grâce des transports pa- risiens qui pouvaient être le signal d'un mouvement d'ensemble de la région parisienne, conduit selon les méthodes de Nantes et de Saint- Nazaire.
Toute direction syndicale soumise à de sérieux intérêts de travailleur eût aussitôt préparé ce mouvement qu'on sentait venir. Elle eût proposé

au personnel des revendications commu- nes à toutes les catégories, et ca- pables de permettre aux travailleurs de la RATP de se mettre en contact avec les autres corporations, en plus des revendications particulières. Elle eût organisé des assemblées géné- rales de tout le personnel. Elle eût dit clairement qu'il s'agissait de s'empa- rer du mouvement pour entraîner l'ensemble des travailleurs de la région parisienne. Aucune des organisations syndicales existantes (CGT, FO, CFTC) que les multiples syndicats autonomes ou indépendants n'ont fait cela. Les dirigeants FO, CFTC et autres, poursuivraient leurs éternelles discussions avec les ministères, et leurs militants, restés calmes. Les dirigeants de la CGT mirent l'accent sur la revendication d'un acompte mensuel de 3 000 fr. par mois, et relançèrent leurs consignes de grèves tournantes.
Ce furent donc les travailleurs de la RATP, tout seuls, qui déclenchèrent l'action.
Le trouble des dirigeants FO, CGT et autres fut paternel. Les seuls délégués qui signèrent un accord contentant d'une augmentation de 19 fr. 70 au point, alors que le mou- vement était en plein développement. Ce qui s'empêcha par les nombreux de leurs adhérents de poursuivre l'ac-

tionnaires engagés par les masses en Afrique du Nord et en France. Rétablir l'homogénéité politique de la bourgeoisie impliquait l'écrasement des insurrections algérienne et marocaine, la mise au pas des grévistes de Nantes, de la RATP, des chemi- nists, etc. La bonne volonté gouver- nementale de Botheau n'y suffit pas. Et les fellaghas, appuyés par le peuple algérien, continuent à infliger les démentis les plus sévères aux communiqués de victoire dressés par Soustelle et les généraux.

Edgar Faure et le Glaoui

«Opération bicon»

Le jeu de cache-cache continue de plus belle dans l'affaire marocaine. Siégés, assésés, le gouvernement français (un des cinq « Grands » à l'ouest plus) l'a resté. L'opération bicon, qui est une politique, à la découverte du « troisième homme », au caprice d'un pacha ou d'un général qui acceptera de compléter son « 3^e homme ». Con- sans l'habituel gouvernemental.

Edgar Faure et le Glaoui

«Opération bicon»

Le jeu de cache-cache continue de plus belle dans l'affaire marocaine. Siégés, assésés, le gouvernement français (un des cinq « Grands » à l'ouest plus) l'a resté. L'opération bicon, qui est une politique, à la découverte du « troisième homme », au caprice d'un pacha ou d'un général qui acceptera de compléter son « 3^e homme ». Con- sans l'habituel gouvernemental.

Edgar Faure et le Glaoui

«Opération bicon»

Le jeu de cache-cache continue de plus belle dans l'affaire marocaine. Siégés, assésés, le gouvernement français (un des cinq « Grands » à l'ouest plus) l'a resté. L'opération bicon, qui est une politique, à la découverte du « troisième homme », au caprice d'un pacha ou d'un général qui acceptera de compléter son « 3^e homme ». Con- sans l'habituel gouvernemental.

